

Introduction

Ces dernières années, la situation de la recherche scientifique française connaît une certaine fortune médiatique. En 2004 par exemple, une pétition est lancée chez les chercheurs, qui retient bientôt l'attention publique. Signée sur Internet par des dizaines de milliers de personnes¹, le texte émane d'un « collectif » de chercheurs qui met le gouvernement en demeure de « sauver la recherche ». La réussite, en apparence tout du moins, est grande : sous la pression, 300 millions d'euros sont débloqués et 1 000 postes créés moins de trois mois plus tard.

Le terme de “retard” n'apparaît pas dans le texte soumis à pétition bien que, dès le premier paragraphe de la pétition, la comparaison géographique soit mise à l'honneur : « *les pays qui ne maintiendront pas un outil de recherche d'excellence seront incapables de suivre l'accélération de l'évolution économique associée à la production des connaissances*² ». Le retard n'est pas loin : il est tapi dans les réactions qu'ont suscitées et la pétition et le bouillonnement médiatique qui s'en est suivi. À commencer par la réaction personnelle du Président de la République, Jacques Chirac, dans une lettre ouverte envoyée au collectif :

« Mais nous sommes aujourd'hui confrontés à de nouveaux défis car la France et l'Europe ont pris du retard. C'est pourquoi j'ai souhaité en janvier dernier que la politique de recherche de notre pays soit relancée à travers une nouvelle loi d'orientation et de programmation³ ».

-
- 1.- En octobre 2004, on lisait sur le site dédié à la signature de cette pétition que 75 000 personnes avaient signé « la pétition » (sous-entendu : pour chercheurs), et 248 000 autres avaient signé « la pétition des non-chercheurs », soit 23 % et 77 % respectivement.
 - 2.- Collectif “Sauvons la recherche”, 2004. « Lettre ouverte au gouvernement ». *La recherche en danger*. Disponible sur http://recherche-en-danger.apinc.org/article.php3?id_article=147 (consulté le 1^{er} décembre 2007).
 - 3.- Jacques Chirac, 18 mars 2004. *Réponse du Président de la République à « Sauvons la Recherche »*. Reproduite sur le site de l'association « Sauvons la recherche », http://recherche-en-danger.apinc.org/article.php3?id_article=714 (consulté le 1^{er} décembre 2007).

Le retard fait là son entrée dans le débat, sans y avoir été invité de prime abord. Alors que le problème initialement posé concernait la recherche, la politique de la recherche, et même la discussion d'une *bonne* politique de la recherche, on voit sourdre une "petite musique du retard" en arrière-plan de la cacophonie sur l'efficacité politique.

Dans les comptes-rendus que font les journalistes sur la situation française de la recherche, le retard est en effet sinon présent du moins sous-jacent, et presque toujours dans le sens d'une comparaison de la France avec les pays voisins. Quatre exemples parmi tant d'autres, choisis dans la presse française :

« Mais ce ballon d'oxygène ne suffit pas à sortir de l'asphyxie financière. Et encore moins à rapprocher la France de l'objectif – qui est celui de toute l'Europe – de consacrer 3 % de son PIB à la recherche et au développement, afin de combler son retard sur les États-Unis et le Japon, mais aussi sur d'autres pays comme l'Allemagne⁴ ». – « Alors que l'Amérique, le Japon et d'autres pays européens misent résolument sur la science et la technologie, la France prend un retard inquiétant⁵ ». – « La France est aujourd'hui l'un des seuls pays développés à ne pas accentuer son investissement dans la recherche. Par ailleurs les militaires, les transports et le nucléaire raflent l'essentiel de l'effort consenti par la collectivité. Du coup, nous avons pris un retard considérable dans les domaines aujourd'hui les plus porteurs en termes d'emploi et de croissance : les nouvelles technologies de l'information, les biotechnologies et, plus récemment, les nanotechnologies⁶ ». – « Les Européens se sont fixé pour objectif d'y affecter 3 % de leur produit intérieur brut afin de combler leur retard sur les États-Unis⁷ ».

La petite musique du retard est-elle réservée aux politiques et aux journalistes ? Il ne manque pas non plus de directeurs de recherche et de professeurs des universités, pour gloser sur le retard de la France :

« La France a toujours eu une politique de valorisation de sa recherche trop timide pour être compétitive par rapport à bien d'autres pays. Nous essayons de rattraper ce retard depuis plusieurs années et c'est heureux⁸ ». – « Maintenir le niveau 2004, qui a pourtant conduit à la stagnation voire à la baisse des crédits des formations et à un retard sur le mi-lourd, nécessite donc 300 mE. (...) 100 mE (de l'ordre de grandeur des CP de l'INSERM) de choix disciplinaires, par exemple pour commencer à rattraper le retard d'investissement en biologie, médecine (secteurs où le coût de la recherche a le plus monté), en environnement, et pour les laboratoires d'autres disciplines qui y

4.- Pierre Le Hir, « Des chercheurs mobilisés contre la politique d'"abandon" de l'État », *Le Monde*, 11 janvier 2004.

5.- Pierre Le Hir, « La recherche française dans la spirale du déclin », *Le Monde*, 12 mars 2003.

6.- Michel de Pracontal et Véronique Radier, « Recherche : l'info et l'intox », *Le Nouvel observateur*, 15-24 mars 2004, p. 107.

7.- Arnaud Parmentier, « La Commission veut doubler le budget de l'Union consacré à la recherche », *Le Monde*, 12 avril, 2004.

8.- Pierre Tambourin, « La mort lente et programmée du CNRS », *Les Échos*, 12 janvier 2004. Disponible sur le site de l'association « Sauvons la recherche », http://recherche-en-danger.apinc.org/article.php3?id_article=267 (consulté le 1^{er} décembre 2007).

contribuent⁹ ». – « On touche alors effectivement au problème du financement global de la recherche (au niveau du fonctionnement, de l'équipement, voire des salaires) qui est bel et bien le point où nous sommes en retard par rapport aux autres pays¹⁰ ».

Dans les contributions aux débats ou les commentaires, on observe que la douce mélodie du retard s'insinue. S'il fallait donc prouver l'actualité du thème du "retard" en France, il n'y aurait qu'à se pencher sur les événements de 2004... ou même suivre régulièrement les discours sur l'état de la recherche française qui ont succédé jusqu'à aujourd'hui, de Ségolène Royal à Nicolas Sarkozy...

« Innovation, création d'entreprises, dépôts de brevets, transfert de compétences et de technologies, recherche finalisée, recherche coopérative publique et privée, diffusion des avancées dans la société : dans ces domaines, notre pays prend chaque année un peu plus de retard. (...) Nos PMI/PME, trop petites, mal dotées, peu accompagnées par la commande publique ne peuvent répondre aux défis de l'innovation. Mais pour moi, ce retard n'est pas une fatalité ! »¹¹

« En matière de T.I.C., la France et l'Europe ne sont pas en déclin, mais elles sont en retard, très en retard. En retard d'abord sur l'équipement. Malgré l'effort de rattrapage fait ces derniers mois, une trop grande partie de nos territoires reste à l'écart d'une vraie couverture en téléphone mobile, wifi et haut débit. (...) En retard sur les métiers et les filières. 50 % de ceux qui travaillent dans le secteur des technologies de l'information et de la communication ont des qualifications qui n'ont pas de rapport avec ces techniques. (...) En retard sur le soutien et le financement de nos entreprises innovantes. (...) En retard enfin et surtout sur la compréhension des enjeux du développement des T.I.C. (...) C'est dire l'importance qu'il y a à ce que nous rattrapions notre retard. »¹²

À gauche comme à droite, aujourd'hui comme hier, le retard est une thématique récurrente. Le procédé est-il nouveau ? C'est l'une des questions qui sera posée au cours de ce livre, et qui obligera à entreprendre un voyage historique dans les années de mise en place de la politique de la recherche en France – ces mêmes années glorifiées par les membres du collectif :

9.- Henri-Édouard Audier, « Quelle programmation de la recherche jusqu'en 2010, quel budget 2005 ? ». Disponible sur le site des États généraux de la recherche, campus CNRS de Gif-sur-Yvette. Disponible sur <http://www.etats-generaux.cnrs-gif.fr/doc/unmillia.rtf> (consulté le 1^{er} décembre 2007)

10.- Jean-Louis Barrat, 25 mars 2004. « Pourquoi ne parle-t-on pas des 2 000 postes de MCF ? » Disponible sur http://recherche-en-danger.apinc.org/article.php3?id_article=831 (consulté le 1^{er} décembre 2007)

11.- Ségolène Royal, *Discours de Strasbourg*, 16 février 2007. Disponible sur www.desirsdavenir.org/actions/generate_pdf.php?id=204 (consulté le 1^{er} décembre 2007)

12.- Nicolas Sarkozy, « Société de la connaissance : la nouvelle frontière ». *Convention pour la France d'après*. Paris - Maison de la Mutualité. 4 octobre 2006. Disponible sur www.u-m-p.org/site/index.php/ump/s_informer/discours/convention_de_l_ump_sur_la_recherche_et_l_enseignement_superieur_4_octobre_2006 (consulté le 1^{er} décembre 2007)

« Nous demandons au Ministère de la recherche que soit mise en chantier dans les plus brefs délais la préparation d'ASSISES NATIONALES DE LA RECHERCHE, dont l'exemple pourrait être le colloque de Caen qui fut à l'origine du renouveau spectaculaire de la recherche française dans les années 60¹³ ».

La bronca des chercheurs de 2004 s'articule en effet autour de nombreuses références aux années 1950 et 1960, non seulement célébrées dans le texte de la pétition, mais colorées par les discours des acteurs de la période ou d'aujourd'hui. Ce retour en arrière n'est pas sans explication : on procède au même moment à la commémoration des quarante ans écoulés depuis la création de la DGRST (Délégation générale à la recherche scientifique et technique). Une journée d'études s'est tenue le 7 avril 2001, qui a réuni acteurs, savants, intellectuels et administrateurs de la recherche, contemporains ou historiques. Ce rassemblement d'acteurs a donné lieu à de multiples témoignages sur la situation passée et actuelle de la recherche et à leur publication dans deux ouvrages, dont l'un est préfacé par la Ministre de la recherche et des nouvelles technologies¹⁴.

Du coup, la période du Colloque de Caen et des années où la DGRST gère tout un pan de la recherche française revient sur le devant de la scène. Mieux, les deux décennies d'après-guerre sont volontiers décrites comme l'âge d'or d'une « *volonté politique* » et d'une « *mobilisation collective* », et son absence aujourd'hui est vue par d'aucuns comme l'une des sources des tumultes actuels de la recherche scientifique. Par exemple, l'historien Vincent Duclert, estimant que « *l'usage du passé dans [le combat contemporain] est ici légitime* », analyse la période du Colloque de Caen et de la DGRST, et en déplore aujourd'hui sa perte comme de l'essence même de la politique de la recherche :

« Alors que la politique de recherche est fondamentalement intellectuelle, elle fait l'objet d'une pensée techniciste et segmentée qui l'empêche d'exister comme projet public mobilisateur. Alors qu'elle est fondamentalement interministérielle, elle est aujourd'hui confiée à un ministère dont le pouvoir ne dépend que de la bonne volonté – rare – des deux têtes de l'exécutif. Alors qu'elle est fondamentalement politique, elle est délaissée par les responsables politiques de gauche et de droite¹⁵ ».

La pertinence d'une approche croisée de l'histoire d'une thématique – le retard en France – et de l'histoire d'une époque sinon d'une structure – des années 1940 aux années 1970 – prend du poids grâce au

13.- Collectif "Sauvons la recherche", 2004. « Lettre ouverte au gouvernement ». *Op. cit.*

14.- Vincent Duclert et Alain Chatriot (dir.), *Quel avenir pour la recherche ? Cinquante savants s'engagent*. Paris, Flammarion, 2003, 348 p. – Nicolas Tenzer (dir.), *Le Banquet*, n^{os} 19-20 (janvier), 2004, numéro double de la revue du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (CERAP), 585 p. – Alain Chatriot et Vincent Duclert, *Le gouvernement de la recherche*. Paris, La Découverte, 2006, 428 p.

15.- Vincent Duclert, « La recherche, un enjeu national », *Libération*, 13 janvier 2004.

rapprochement que les acteurs mêmes font entre les deux thèmes. Cela montre l'actualité du questionnement, et, pour partie, sa pertinence sociale, mais la motivation pour engager à l'échelle de la longue durée un travail sur la rhétorique du retard dans la politique française de recherche trouve ici sa source ailleurs, dans une double mise à plat : mise à plat, premièrement, de la posture évaluative dominante dans le champ des sciences sociales qui conduit à la proposition d'une analyse du discours sur le retard en tant que tel ; mise à plat, deuxièmement, du discours sur le retard dans le but d'en expliciter, dans une perspective foucauldienne, les conditions historiques de production et le(s) contenu(s) en portant attention aux permanences et aux transformations de ceux-ci dans le temps¹⁶.

a. *La question du retard*

L'analyse du retard dans la politique de la recherche nécessite avant toute chose de poser la question du retard "tout court". C'est l'objet d'un développement complet dans le premier chapitre de ce livre, mais on peut la prendre dès le début afin d'éviter de suite tout malentendu. La posture évaluative, celle qui consiste à mesurer le retard, à en chercher les causes et à en comprendre les conséquences est surabondante en sciences sociales. Aussi disons-le d'emblée : nous ne chercherons ni à mesurer un quelconque retard entre des pays ou des individus ; ni à proposer une quelconque unité de mesure, temps, valeurs, ou points de pourcentage ; ni même à déceler les sources de ce retard.

Il nous parut en effet sinon vain du moins peu pertinent, intellectuellement mais aussi socialement, d'ajouter encore à l'immense vague évaluative, malgré une demande sociale forte (que l'on retrouve dans les médias, les discours des pouvoirs publics, ceux des groupes de pression, les essayistes, etc.). La raison en est simple : au-delà des problèmes techniques que poserait une telle mesure, le fait de mesurer empêche probablement de poser la question de la pertinence de la mesure et du problème qui lui est associé. Or c'est précisément cet aspect de la question que nous avons exploré. Nous avons voulu revenir sur les travaux des historiens, en particulier des historiens de l'économie, qui n'ont pas manqué de se saisir du problème : ceux que François Furet qualifie d'« *habitué [s] par excellence, à l'idée des écarts mesurables entre nations, et entre zones inégalement sensibles à une même*

16.- Michel Foucault, *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*. Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1966 ; *L'ordre du discours*. Paris, Gallimard, 1971.

conjoncture, ou répondant diversement à des conjonctures décalées dans le temps¹⁷ » ; ou ceux que l'on qualifie de "révisionnistes" (sans rapport avec le révisionnisme politique) pour leur projet depuis les années 1960 de la révision des « *vues longtemps dominantes concernant un développement économique et social français aux XVIII^e-XX^e siècles dit retardé, entravé, raté parce que bloqué*¹⁸ ». En fait, l'historiographie en matière de retard propose le plus souvent un jeu à somme nulle : évoque-t-on l'idée d'un retard français qu'immédiatement on est saisi par l'évocation des « *dynamismes qui l'avaient emporté de manière récurrente sur les inerties*¹⁹ ». Convoque-t-on "le modèle", "l'exemple" ou "le cas" de tel ou tel pays, que déjà la méfiance surgit devant la perspective d'un modèle à suivre arguant que « *toute nation est autre*²⁰ », ni supérieure ni inférieure aux autres pays, ni condamnée à imiter un quelconque *one best way*. En appelle-t-on aux mentalités, au poids de l'État, aux structures, que l'on peut décliner à l'envi les analyses qui démontrent qu'à une même cause correspondent plusieurs effets, que l'État peut être « *vecteur à la fois d'archaïsme et de modernité* », que les entreprises privées et publiques disposent de « *ressources d'adaptation et de forces d'expansion* », que les banques les plus conservatrices savent « *parfois aider la modernisation libérale* », etc.²¹ D'aucuns ainsi sont conduits au scepticisme, à la manière d'Ezra Suleiman :

« *Au fil des années, du fait de mes navettes fréquentes entre l'Amérique et la France, j'ai appris à accueillir avec un certain scepticisme les cris d'alarme sur l'état chaotique de la France, et notamment sur l'annonce de sa fin prochaine. (...) Qui peut nier par exemple que la France s'est dotée en politique d'institutions démocratiques stables et acceptables par la majorité de ces citoyens ? Que son système économique, malgré tous ses défauts, a fait d'elle l'une des nations les plus riches du monde*²² ? »

Devant « *les cris d'alarme sur l'état chaotique de la France* », l'Américain francophile finit par appliquer une certaine forme de sagesse, ou de scepticisme, à son objet. La France y apparaît moins « *bloquée* », pour reprendre l'expression de Michel Crozier²³, qu'elle n'y paraît. Seule-

17.- François Furet, « L'histoire quantitative et la construction du fait historique », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, n° 1, janvier-mars 1971, pp. 63-75. Texte partiellement reproduit in Michel Margairaz, *Histoire économique, XVIII^e-XX^e siècle*. Paris, Larousse, coll. « Textes essentiels », 1992, p. 621.

18.- Jean Bouvier, « Libre propos autour d'une démarche révisionniste », in Patrick Fridenson et André Straus (dir.), *Le capitalisme français XIX^e - XX^e siècle, blocages et dynamisme d'une croissance*. Paris, Fayard, 1987, p. 11.

19.- Jean Bouvier, *op. cit.*, p. 13.

20.- Jean Bouvier, *ibid.*

21.- Patrick Fridenson & André Straus (dir.), *Le capitalisme...*, *op. cit.*, pp. 7-9.

22.- Ezra N. Suleiman, *Les ressorts cachés de la réussite française*. Paris, Seuil, 1995, p. 10.

23.- Michel Crozier, *La société bloquée*. Paris, Seuil, coll. « Points Politique », 1984 (1970), 241 p.

ment, on reste là dans la posture évaluative qui immobilise tout raisonnement sur les diagnostics, et sur la pertinence de les poser.

Souhaitant échapper à la posture évaluative, on a préféré historiciser le questionnement. Dit-on que la France de la recherche est-en retard ? Regardons depuis quand ; et, si l'historicité du concept peut être établie, tranchons : est-ce depuis que la France est *effectivement* en retard (un retard de fait), ou est-ce depuis que l'on applique le concept de retard pour analyser une situation que l'on cherche à dénoncer (un retard de discours) ? Dès lors, l'historicisation du discours sur le retard fait quitter l'univers du retard pour entrer dans celui du discours sur le retard, de l'objet "la réalité du retard" à l'objet "le discours sur le retard" : « *il n'y a pas d'essence, de discours dont l'inscription dans l'histoire serait accessoire* », de discours qui serait dépouillé de « *l'énergie vivante du sens* », ainsi que l'a écrit Dominique Maingueneau²⁴. Cela justifie aussi le recours à la notion de rhétorique que la dimension historique pénètre d'une double manière, sans que ne se sépare jamais tout à fait l'une de l'autre : l'histoire spécifique du retard comme rhétorique ou discours destiné à agir sur le monde et l'histoire générale dont le recours effectif à la rhétorique du retard fait partie.

b. La question du discours

Affirmer que le retard puisse être une rhétorique ne signifie donc ici nullement que les diagnostics posés soient faux, ce qui reviendrait à verser dans un positivisme qui méprise précisément la rhétorique parce qu'elle serait opposée à la quête de la vérité – ce à quoi la "Nouvelle rhétorique" s'oppose absolument²⁵. Au contraire, retards et rhétoriques du retard peuvent être tout à la fois justes et posés en des formes qui conviennent. L'analyse du retard comme une rhétorique éloigne l'idée normative et naïve du discours comme une simple représentation de la réalité ou de la pensée (idée contre laquelle Gregory Bateson après beaucoup d'autres arguait qu'il n'y a rien de quinquéiforme dans le mot "cinq") tout comme elle délaisse le mythe de la parole libre et désincarnée qui négligerait de prendre en compte ce sans quoi le discours ne peut devenir effectif²⁶. L'angle rhétorique

24.- Dominique Maingueneau, *Genèse du discours*. Liège, Pierre Mardaga, 1984, p. 31 et p. 9.

25.- Chaïm Perelman, *L'empire rhétorique. Rhétorique et argumentation*. Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 1997 (1977), 194 p.

26.- Sur la critique d'une efficacité a-situationnelle, a-contextuelle ou a-sociale de la langue voir notamment A. H. Gardiner, *Langage et acte de langage. Aux sources de la pragmatique*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1989, (trad. *The theory of speech and language* [1932, 1951]),

marque bien l'éloignement par rapport aux analyses positives, mais non le passage du côté des anciens traités philosophiques de rhétorique. Ici, la rhétorique n'est pas uniquement un point de vue sur la surface des choses, sur le style²⁷ pas plus qu'elle n'oppose aux discours de sens commun un éclairage "scientifique" ou "objectif", comme le feraient un spécialiste ou l'un de ses commentateurs. Le retard analysé péjorativement comme une "illusion", une "idéologie", une "angoisse", une "fascination", un "intérêt", etc., mènerait à l'établissement d'une distinction trop simple dans ce cas entre le "faux" et le "vrai", le "discours" et la "réalité", la "croyance" et la "vérité"²⁸. Même pour l'objet "discours sur le retard", la posture évaluative est toujours là, prête à servir.

Au contraire, il nous semble que l'objectivation des retards, l'examen des disparités, la recherche des causes et l'analyse des conséquences de ces disparités, la comparaison entre nations ou autres zones géographiques, celle entre les entreprises ou les secteurs, présents dans tel ou tel rapport ou étude, diffusés par tel ou tel média, etc., sont autant d'éléments qui ne décrivent pas simplement la réalité du retard mais qui en font partie, qui lui sont constitutifs. Sans la langue, sans la mesure, sans la statistique, sans l'institution idoine, sans des acteurs mobilisés autour du "problème", sans la médiatisation du discours, la conscience subjective de la réalité ne s'estompe pas, mais bien la réalité elle-même du retard. Songerions-nous un instant à évoquer le retard technologique des Dogons ? Cela apparaîtrait comme une absurdité, non qu'il ne correspondrait pas à une réalité objective, à un "fait", non aussi que les Dogons eux-mêmes n'en auraient pas encore "pris conscience", mais parce que ni les Dogons ni les responsables d'organismes internationaux ne se retrouvent engagés, plus ou moins directement, dans pareil discours.

On l'aura compris : l'objet de ces pages est donc le retard comme "fait de discours", pour reprendre un terme de linguiste, qu'on abordera, en abandonnant l'interprétation subjective fondée sur une appropriation du discours pour chercher à atteindre une interprétation objective où l'analyste neutralise sa personnalité pour s'en tenir aux indications données par le discours, sachant, dans un mouvement ré-

308 p. ; Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*. Paris, Fayard, 1982, 243 p.

27.- Comme exemple d'une analyse rhétorique portant sur la « surface » des choses, suivant le terme utilisé par l'auteure, voir Deirdre N. McCloskey, *The Rhetoric of Economics*. Wisconsin, The University of Wisconsin Press, 1988 (1985), 223 p.

28.- Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*. Paris, La Découverte, coll. « Sciences humaines et sociales », 1997, 286 p.

flexif, où il se situe, ce qu'il fait et pourquoi il le fait²⁹. N'est établie ici ni démonstration des "archaïsmes", ni preuve des "modernismes", ni glose sur un pathos collectif ou une angoisse française. À cette enseigne, le discours sur le retard n'est pas un phénomène purement "franco-français" assimilable, par exemple, à un complexe ou à une obsession nationale. Il n'est en effet qu'à observer tous les pays et instances géopolitiques qui, depuis le milieu des années 1990, se sont inquiétés et s'inquiètent de leur retard en matière de technologies de l'information. En ce domaine, le "retard français" coexiste avec le "retard québécois", le "retard belge", le "retard européen", le "retard latino-américain"³⁰, etc. Dans un autre domaine, celui des biotechnologies, on voit simultanément l'existence d'un "retard français" et d'un "retard suisse", notamment. Le déploiement du discours sur le retard dans des unités géopolitiques multiples – régionales, nationales ou continentales – des moins développées au plus développées, nous éloignent des interprétations à tendance singularisante du discours sur le retard français. Le discours sur le retard n'est pas une particularité française. Il est une des manifestations singulières d'un discours plus généralement répandu.

Aborder le problème du retard est donc aussi une invite, en empruntant la formule de Charles Péguy, à « *regarder la France comme si on n'en était pas*³¹ ». Autrement dit, en aucune façon notre regard n'est attisé par le feu d'une indignation quelconque qui oscillerait entre deux pôles symétriquement opposés : critique de la société française au nom du "modernisme" ou du "capitalisme" ou de "l'efficacité de la recherche" et critique de l'idée d'un *one best way* au nom du particularisme socio-économique, au nom d'un capitalisme "autre". Non, c'est plutôt la prise en compte de nos propres limites de « *lettrée de cabinet* » ainsi que s'exprime joliment Jean Bouvier.

« Nous ne sommes que des clercs : des enseignants ayant reçu l'ordination, et des lettrés de cabinet. À l'aise devant nos livres, étrangers à toute décision, nous voici souvent impatients devant les acteurs de l'histoire économique. Nous ne les jugeons pas assez dynamiques à notre goût. Non seulement nous recherchons des logiques et des rationalités là où les acteurs (les "agents") ont avancé à tâtons ; mais nous les houspillons volontiers, d'autant mieux qu'ils ne peuvent rien rétorquer. Nous dénonçons leurs lenteurs, inerties, craintes, pusillanimités... Il y a chez nous, et chez les écono-

29.- Voir Paul Ricoeur, *Du texte à l'action, Essais d'herméneutique II*. Paris, Seuil, coll. « Point », 1998 (1986), 452 p.

30.- Kanashiro, M. M. & R. Evangelista, « Science, Communication and Society in Brazil. The Narrative of Deficit », *Journal of Science Communication*, vol. 3., n° 4, décembre, 2004, pp. 1-5.

31.- Cité par Fernand Braudel, *L'identité de la France. Espace et histoire*. Paris, Arthaud & Flammarion, 1986, p. 9.

*mistes, des don Quichotte de la croissance et des croisés du capitalisme, souvent plus royalistes que le roi*³² ».

L'historien de l'économie se moque de la facilité qu'il y a de mélanger discours, analyse, et exhortation. Certes, il importe de ne pas prendre au pied de la lettre le discours sur le retard – ni plus ni moins d'ailleurs que les acteurs eux-mêmes. Cela signifie en général qu'il faut mettre le discours à l'épreuve des faits, vérifier dans quelle mesure le concept colle à la réalité. Pour notre part, nous ne proposerons pas, dans les lignes qui suivent, notre interprétation du problème ; pas davantage que nous ne nous opposerons aux discours des acteurs. Si le retard était un art, la formule de Nathalie Heinich conviendrait merveilleusement : car lorsque l'on prend en compte le retard – l'art pour le sociologue – tel qu'il est vécu par les acteurs, « *les représentations qu'ils s'en font ne sont plus dès lors ce contre quoi, mais ce à propos de quoi se constitue la vérité sociologique*³³ ». Tel l'anthropologue devant les récits de voyages des explorateurs, figure qui nous a accompagnée tout le long de ce travail, nous n'avons pas cherché à travers ces représentations à démêler le "vrai" du "faux" pour repérer une réalité "vraie" ; au contraire, nous avons traité celles-ci pour ce qu'elles sont, des témoignages sélectifs que nous avons tenté de « *situer dans le cadre historique et socioculturel dans lequel ils ont été produits*³⁴ ». En considérant ainsi que le retard n'est pas doté par une force souveraine d'une existence autonome située en-dehors des acteurs qui le construisent, nous avons mis de côté la très positiviste problématique « *Dans quelle mesure la France est-elle en retard et pourquoi ?*³⁵ » pour demander plus modestement « *Comment le retard vient aux Français ?* », en particulier dans le domaine de la science et de la technologie.

C'est là le résultat d'un cheminement marqué par l'abandon progressif de deux attitudes biaisées à l'endroit du retard : refus, premièrement, de reprendre à notre compte le problème du retard, « *tout fait, du dehors* » pour reprendre les termes de Pierre Bourdieu³⁶ ; refus, deuxièmement, de traduire ce refus par une approche critique, d'un discours de sens commun. On l'imagine sans peine, le retard est une notion scientifique contestable et contestée lorsqu'il s'agit de sociétés,

32.- Jean Bouvier, « Libres propos... », *op. cit.*, p. 15.

33.- Nathalie Heinich, *Ce que l'art fait à la sociologie*. Paris, Minuit, coll. "Paradoxe", 1998, p. 8.

34.- Mondher Kilani, *Introduction à l'anthropologie*. Lausanne, Payot, 1998, p. 232.

35.- Nous parlons bien sûr des sciences sociales et non des acteurs qui posent eux-mêmes la question.

36.- Pierre Bourdieu, *Méditations pascalienues*. Paris, Seuil, coll. « Liber », 1997, p. 134.

qui mérite d'être discutée lorsque le savant s'en empare à propos de l'histoire des techniques³⁷ ; mais c'est aussi, et c'est une autre chose, un discours à l'œuvre dans le monde réel et ce discours doit être étudié pour lui-même, non simplement critiqué (ou évalué) à l'aune de la raison scientifique. Pour un objet aussi connu et banal que le retard, précisément parce qu'il fait déjà l'objet de multiples discours sociaux, on s'est efforcé, en somme, de « *cultiver une curiosité volontariste* », selon l'expression et l'appel de Joëlle Le Marec et Igor Babou³⁸.

c. *La question du déclin*

Le risque à traiter le retard comme objet et discours à la fois est de verser dans un holisme qui finit par ne plus rien expliquer, et qui entraîne fatalement à "coller" à des discours holistes préexistants. Ceux-ci englobent tout, transcendent tout. Parmi ces derniers, les discours sur le déclin sont les plus forts, car les plus anciens, les plus commentés, les mieux connus. Dans cette veine, Edward Gibbon est probablement l'un des plus cités, à ceci près que sa thèse devient ainsi réduite à un elliptique « *Gibbon's Problem* » qui ne trouve plus de possibilité de discussion ailleurs que dans des considérations extrêmement générales (le christianisme est-il responsable de la "chute" de l'Empire romain ?). Les humoristes mêmes se saisissent de cette transcendance floue et asphyxiante, comme le remarque Michel Baridon dans son article introductif à l'œuvre de Gibbon : ce n'est pas sans malice que Will Cuppy lance en 1950 un *Decline and Fall of Practically Everybody* (*Déclin et chute de tout le monde ou presque*), où une galerie de portraits de l'Humanité depuis Kheops est dessinée pour le seul plaisir de la joute (ainsi Louis XIV est-il mort en « *laissant le monde dans un état pas tellement meilleur qu'il ne l'avait trouvé en entrant*³⁹ »).

Le pari est lancé, et cela malgré quelques allusions explicites dans cet ouvrage au déclin, qu'on ne peut confondre la rhétorique du retard dans la planification de la recherche des années 1950 et 1960 et les nombreuses théories sur le déclin des civilisations, sur la décadence des empires, sur la dégénérescence de la modernité. Pour être plus

37.- Comme l'a noté Catherine Bertho Lavenir à propos de l'histoire des télécommunications en France dans les années 1960. Cf. Catherine Bertho Lavenir, *Habilitation à diriger des recherches, Mémoire de présentation*. Paris, Conservatoire national des arts et métiers, juillet 1995, p. 18.

38.- Joëlle Le Marec et Igor Babou, « Sciences et médias : le champ « STS » à l'épreuve de la banalité », Introduction au *Colloque Science, médias et société*, École normale supérieure Lettres et Sciences humaines, Lyon, 2004, p. 5.

39.- « *Louis XIV died in 1715 (...), leaving the world no better than he found it* », p. 120. Cf. Will Cuppy, *Decline and Fall of Practically Everybody*. New York, Metro Books, 2002 (1^e édition : 1950, Estate of Fred Feldkamp).

précis encore, on ne peut réduire la parole des acteurs de la planification de la recherche à des discours généraux sur de telles perspectives ; les retards déplorés ne répondent à des considérations sur la civilisation, l'Histoire ou la fin du Monde. Nul ne répond aux questions que Spengler, héraut de cette pensée globalisante, place en exergue de son *Déclin de l'Occident* qui fascina tant Adorno que Weber et Pareto : « Existe-t-il une logique de l'histoire ? (...) Y a-t-il, au fond de tout ce qui est historique, des formes biographiques primaires et universelles ?⁴⁰ ». Le but de Spengler de « pénétrer la signification dernière des grands événements, de les "voir", d'en sentir le sens symbolique et de le paraphraser⁴¹ » semble parfaitement étranger au questionnement. Les retards se rapprochent peut-être parfois des déclin ; mais ils ne se confondent pas *a priori* avec ceux-ci.

La rupture réside non pas tant dans le propos (encore que la compagnie de Spengler, follement attiré par la force et l'ordre, ne soit pas des plus convenables) que dans le point de vue. Une pensée holiste ne convient pas à l'approche de terrain que nous entendons initier en travaillant sur un corpus fini, constitué de textes situés dans (et marqués par) le temps et l'espace. Enfin, une saine prudence nous pousse à ne pas vouloir rivaliser avec les sommes historiographiques sur lesquelles reposent les théoriciens du déclin : Gibbon couvre 1 500 ans d'histoire dans ses deux volumes consacrés à *L'histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain* ; Spengler remonte plus loin encore pour établir des « tableaux synoptiques » en trois volets qui font le lien entre la période thinite (3400 av. J.-C.) de la culture égyptienne et la période future d'« ascension lente des hommes primitifs vers une vie hautement civilisée (après 2200 ap. J.-C.)⁴² » (*sic*)... La volonté d'explication des auteurs qui parlent de déclin dépasse de beaucoup la timide tentative d'analyse, bornée dans le temps et l'espace, que l'on tente ici à travers une approche le plus souvent nominaliste qui aide à circonscrire l'objet en réduisant le retard à un fait de discours tout en évitant certains écueils : d'abord, l'imposition de nos propres préconceptions à propos du retard ; ensuite, la reproduction des idées de sens commun

40.- Oswald Spengler, « Introduction », *Le déclin de l'Occident*, t. 1. Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des idées », 1976 (1948, 1917), p. 15

41.- Oswald Spengler, « Philosophie de la politique », *Le déclin de l'Occident*, t. 2. Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des idées », 1976 (1948, 1917), p. 404

42.- Oswald Spengler, « 3^e tableau. Les époques politiques contemporaines », *Le déclin de l'Occident*, t. 1, *op. cit.*, hors-texte, entre les pages 62 et 63.

associées au retard ; enfin, l'amalgame entre le retard et d'autres faits de discours (déclin, décadence, faiblesse, manque, etc.)⁴³.

Entre une approche nominaliste du discours sur le retard donc, plutôt qu'essentialiste, développée à partir d' "observables" et une curiosité volontariste entretenue à propos d'un objet trivial, que cherchera-t-on au juste à élucider dans cet ouvrage et avec quelles ressources ? Trois fils s'entrecroiseront ici pour tisser notre toile et tenter d'apporter une réponse à la question « Comment le retard vient aux Français ? ». Au fil du temps, nous suivrons la construction du discours sur le retard, ses permanences et ses transformations depuis la fin du second après-guerre jusqu'aux années 1970 dans le domaine de la science et de la technologie. Au fil des conditions sociales, institutionnelles, intellectuelles et matérielles, nous nous attacherons aux conditions de production et de circulation du discours sur le retard en nous situant dans le contexte particulier du discours politique⁴⁴, plus précisément des réflexions planificatrices sur la science et la technologie. Enfin, au fil de la forme et du contenu, nous nous intéresserons aux significations du discours sur le retard.

Le champ des Études sociales sur les sciences (appelé aussi « Science, technologie et société ») a contribué à cette analyse. Malgré la tendance, comme dans d'autres champs du savoir, à traiter du retard soit dans la perspective d'une réappropriation des discours sociaux soit dans la perspective de leur critique, les nombreux travaux sur la politique scientifique et technologique qui s'y sont développés depuis les années 1970 ont été essentiels à l'élaboration d'un premier travail d'historicisation des conditions de production tout autant qu'à une analyse interprétative non pas complète, mais crédible. En outre, l'attrait de ce champ pour l'interdisciplinarité, sans compter notre propre rapport à l'objet, nous a conduit à prendre en compte les travaux d'autres disciplines, en particulier ceux des Sciences de l'information et de la communication en analyse du discours, de manière générale, ou du discours sur les sciences, en particulier. Pour sortir de leur "double bind" les recherches universitaires sur le discours sur le retard, il a fallu en effet aller là où les efforts d'objectivation des discours et des discours sur les sciences ont été très importants depuis

43.- Voir sur ce point Stéphane Olivesi, « Le travail du concept », in *Questions de méthode*, Paris, L'Harmattan, coll. « Communication », pp. 83-102.

44.- Cette étude peut être vue comme une contribution à l'extension des corpus de l'analyse du discours, originellement rattachée à l'analyse des textes littéraires, dans le champ politique. Cf. Simone Bonnafous et Serge Vassy, « Réflexions sur une étude de la communication gouvernementale » (pp. 205-213), in SFSIC (dir.) 2001. *Émergences et continuité dans les recherches en information et communication. Actes du XII^e congrès (Paris, 2001)*. Paris, SFSIC, 396 p.

quelques années sur les plans théorique et empirique. Appliquée au corpus choisi, 6 000 pages réparties en une vingtaine de documents publiés en quelques décennies, cette approche interdisciplinaire favorise l'engagement vers des questionnements et des voies d'exploration renouvelés⁴⁵. On peut donc étudier la construction du discours et des représentations sur les sciences dans le champ politique comme d'autres l'ont fait dans le champ médiatique⁴⁶.

Le point de vue interdisciplinaire apparaissait déjà en filigrane dans un travail que nous avons réalisé sur la numérisation des imprimés à la Bibliothèque nationale de France⁴⁷. Loin d'être une évidence, une réalité extérieure neutre, un fait qui, *a priori*, s'imposait à l'action, puisque l'annonce du projet mitterrandien lui était antérieure, le retard français était, dans ce cas et suivant notre analyse de l'époque, un argument rhétorique qui, *a posteriori*, venait légitimer le défi à la modernité et l'attribution de crédits. Ainsi, le retard ne pouvait être traité, en lui-même et pour lui-même, c'est-à-dire comme un "problème" lié à une réalité immanente mais, dissimulé derrière une apparente objectivité, comme un discours utilisé par les acteurs en vue de telle ou telle fin. Dans leur rapport destiné à éclairer les pouvoirs publics, les auteurs des *Propositions pour une grande bibliothèque*, en rappelant que la France, contrairement aux États-Unis, n'avait pas encore informatisé son catalogue collectif des monographies et que la Bibliothèque nationale, contrairement à ses homologues américaine et anglaise, n'avait pas encore complété l'informatisation de son catalogue, ne décrivaient pas simplement la réalité du retard français mais manipulaient un discours dont la neutralité apparente tout à la fois cachait et servait les intérêts des acteurs.

En changeant de corpus d'étude, et en choisissant celui des "Plans" et des "Commissions de la recherche", la question de la rhétorique s'est complexifiée. Il ne s'agissait plus de voir la manipulation mais

45.- Allant quelquefois, chez certains, jusqu'à l'ironie délicate et inspirée. Cf. Baudouin Jurdant, « Longueurs ou langueurs d'avance ? », *Les cahiers de médiologie*, n° 5, premier semestre 1998, pp. 6-7. — Jacques Perriault, « Du retard de la France en informatique », *Les cahiers de médiologie*, n° 5, premier semestre 1998, « Débats à propos du retard technologique », p. 2.

46.- Igor Babou, *Le cerceau vu par la télévision*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Science, histoire et société », 2004. — Suzanne de Cheveigné, *L'environnement dans les journaux télévisés. Médiateurs et visions du monde*. Paris, CNRS Éditions, coll. « CNRS Communication », 2000, 161 pages. — Éliséo Véron, *Construire l'événement. Les médias et l'accident de Three Mile Island*. Paris, Minuit, 1981, 176 pages.

47.- Un article en reprenant les grandes lignes a été publié peu après. Julie Bouchard, « Des puces, des livres... et des hommes. La numérisation des imprimés à la Bibliothèque nationale de France », *Futuribles*, octobre 1996, n° 213, pp. 17-45.

l'usage, moins l'intention que le résultat. Comme le note Chaïm Perelman,

« il faut qu'un discours soit écouté, qu'un livre soit lu, car, sans cela, leur action serait nulle. (...) [Le discours présuppose] un contact des esprits entre l'orateur et son auditoire [...] que] des institutions sociales et politiques peuvent favoriser ou empêcher. (...) [Le discours] ne se déroule jamais dans le vide⁴⁸ ».

d. Structure et contenu de l'ouvrage

Pour parvenir à déployer l'argument d'un retard dans toute sa complexité socio-historique, il faut consacrer une première partie théorique et méthodologique aux conditions de l'analyse. Elle est ici intitulée « Histoire et historicité », et elle aborde le retard comme un objet historique de trois points de vue : du point de vue de l'histoire économique, en tant qu'elle est une discipline ayant adopté la problématique du retard (Chapitre I) ; du point de vue de l'histoire du mot "retard" qui s'attache à l'historicité du discours sur le terrain lexicographique (Chapitre II) ; enfin, du point de vue de l'histoire institutionnelle qui traite du retard comme un discours pour partie lié à l'institution de la planification, un "espace discursif" parmi d'autres où le retard fait sens (Chapitre III).

Après avoir observé que l'histoire économique, depuis le dernier demi-siècle, oscille entre une "tardophilie" et une "tardophobie" où toute vérité sur le retard est dite... et son contraire (Chapitre I), l'historicisation du discours relativise cette tension en rendant au discours sur le retard sa dimension de "construction sociale" (Chapitre II). Depuis le XVIII^e siècle en effet, le terme "retard" est doté d'une puissance rhétorique qu'il ne connaissait pas auparavant. Dans l'espace public, le "retard" est dès lors associé à la stigmatisation d'une réalité et tout à la fois à la transformation de cette réalité ; il devient une *rhétorique de l'insuffisance et du changement* utilisée par un ensemble d'acteurs dans certaines situations de communication. Au XVII^e siècle encore, le terme ne plaisait guère à certains lexicographes qui limitaient et le sens et l'usage du mot. Il faut attendre en fait les philosophes du progrès, au XVIII^e siècle, pour qu'autour du retard s'articule l'énonciation et la dénonciation d'un état de fait et, implicitement ou explicitement, l'action sur sa transformation. Historiquement, la rhétorique du retard s'est donc construite comme le revers de l'idéologie du progrès qui s'est propagé du XVIII^e siècle à nos

48.- Chaïm Perelman, *L'empire rhétorique...*, op. cit., pp.23-25.

jours⁴⁹. Le domaine de la science et de la technologie, comme d'autres, a évolué et évolue encore aujourd'hui en France non simplement *malgré* mais bien *avec* la rhétorique du retard.

Indissociablement liée à l'action, à l'œuvre dans certains contextes plus que dans d'autres, la rhétorique du retard est étudiée ici non pas de manière abstraite, mais dans les lieux où elle s'utilise et se produit. À l'affût de « *textes significatifs, assignables à des situations de communication déterminées* », ainsi que l'a écrit Antoine Prost⁵⁰, notre analyse du discours sur le retard porte ici sur un corpus limité : celui des rapports sur la recherche réalisés par le Commissariat général du Plan dans le cadre des plans quadriennaux (Chapitre III). Présent dès la création du Commissariat général du Plan après la Seconde Guerre mondiale, incorporé en quelque sorte dès le début dans le grand discours programmatique de la planification, le retard peut être étudié de manière diachronique, à travers les rapports et les Plans sur la recherche qui ont été commis régulièrement au cours du dernier demi-siècle, jusqu'en 1993. La portée de cette production textuelle reste difficile à évaluer, et elle change selon les époques et les arrangements institutionnels, mais l'esprit de la planification de la recherche renvoie toujours à la perspective d'une politique de la recherche où la rhétorique du retard trouve place de manière récurrente, sans constituer pour autant un invariant. En livrant un certain aperçu de la rhétorique du retard telle qu'elle a été utilisée dans la politique de la science et de la technologie en France au cours du dernier demi-siècle, le corpus de la planification confère à l'analyse du discours sur le retard un ancrage empirique qui contribue à éclairer non seulement le discours sur le retard en tant que tel, mais aussi l'histoire de la politique scientifique et technologique en France. En outre, le corpus de la planification permet de dépasser la seule question de l'utilisation du discours sur le retard pour aborder aussi la question des conditions sociales de sa production et de sa circulation. En effet, la planification au cours des années 1950 et 1960 consigne les continuités et les transformations dans le discours sur le retard auxquelles elle participe elle-même activement. Dans le choix de limiter ici l'étude aux années 1950-1960, réside aussi celui d'explicitier l'arrière-plan des évolutions

49.- Pour plus de détails sur l'histoire du mot « retard » comme rhétorique de l'insuffisance et du changement, voir Julie Bouchard, « L'invention du retard comme rhétorique de l'insuffisance et du changement », *Mots. Les langages du politique*, n° 80, mars 2006, pp. 93-104.

50.- Antoine Prost, « Les Mots », in René Rémond, *Pour une histoire politique*. Paris, Seuil, 1988, p. 281.

et d'élucider les mécanismes de "l'engendrement mutuel" entre retard et planification.

Une deuxième partie, intitulée « Analyse du discours sur le retard dans la planification de la recherche des années 1950 et 1960 », porte sur l'analyse de l'usage, du contenu, de la forme et de la signification du discours sur le retard dans le corpus. Partant d'une analyse quantitative et qualitative des énoncés, le discours sur le retard dans la planification de la recherche est défini comme une « *rhétorique de l'insuffisance et du changement parmi d'autres* » dont l'usage effectif évolue dans le temps (Chapitre IV). Invariablement, les énoncés sur le retard sont utilisés pour stigmatiser une réalité et comportent, implicitement ou explicitement, le programme de la transformation d'une réalité négative dénoncée en une réalité positive. Rhétorique de l'insuffisance et du changement parmi d'autres, toutes les périodes n'éprouvent pas cependant le même engouement pour le retard. Assez peu utilisé au début des années 1950, le discours sur le retard est beaucoup plus employé entre la fin des années 1950 et la fin des années 1960. À l'échelle du dernier demi-siècle, seuls la fin des années 1970 et le début des années 1980 ont côtoyé aussi intensément le discours.

Cette intensification dans l'usage du discours sur le retard se manifeste sur un plan thématique (Chapitre V). Centrées sur les disciplines scientifiques jusqu'aux débuts des années 1980, les réflexions planificatrices sur la recherche généralisent progressivement des années 1950 aux années 1960 le discours sur le retard à un ensemble de disciplines. Dans les années 1950, deux types d'insuffisances sont concernées au premier chef par le retard : le personnel scientifique et technique, et le développement de certaines disciplines scientifiques, principalement les sciences sociales et la recherche médicale. Dans les années 1960, l'usage du "retard", sans délaisser les sciences humaines et la recherche médicale, s'applique à plusieurs autres disciplines : électronique, informatique, chimie, physique, instrumentation scientifique, biologie, océanographie, agronomie, etc.

Outre l'étendu du retard-de-quoi, ce par rapport à quoi les retards sont définis évolue entre les années 1950 et 1960. Pour l'ensemble du dernier demi-siècle, les quatre grands "régimes de normativité" suivant ont coexisté dans des équilibres variables et ont véhiculé des imaginaires et des représentations spécifiques sur le retard :

1) *un régime de normativité fondé sur l'idée du progrès de la science pour lui-même et associé à une conception traditionnelle ou internaliste de la science*. Un tel régime entend ou sous-entend que, du soutien des

avancées scientifiques, et inversement de la lutte contre les retards, découlent automatiquement les progrès de la société ;

2) *un régime de normativité fondé sur l'idée d'interdépendance associée à la science moderne*. Les retards sont définis dans l'optique de l'interdépendance des différentes disciplines scientifiques, ou, plus rarement, de la science et de la société ;

3) *un régime de normativité fondé sur la comparaison géographique et dominé par les représentations économiques*. Les retards sont conçus comme des écarts entre des entités géographiques assimilées aux participants d'une compétition qui se doivent de réduire l'écart sous peine de n'être plus dans la course ;

4) *enfin, un régime de normativité fondé sur la règle administrative ou managériale*. D'autres retards sont établis et dénoncés par rapport à des objectifs fixés dans un cadre administratif.

Dans la durée, la montée en puissance du régime géocomparatiste dans la politique de la science et de la technologie a été assez impressionnante et celle-ci réside précisément dans le passage des années 1950 aux années 1960. Cette évolution ne peut être comprise que dans une remise en contexte des énoncés et la restitution du sens que les acteurs eux-mêmes attribuent au retard (Chapitre VI). Les énoncés sur le retard, dans les années 1950, s'inscrivent dans un imaginaire du redressement scientifique et technique fondé sur l'idée de déclin ou d'une détérioration de la recherche française dans le temps, d'un avenir sombre associé à l'inaction et d'une nécessaire modernisation et expansion à la fois *de* et *par* la recherche. Dans les années 1960, les énoncés sur le retard sont très étroitement liés à l'idée d'une concurrence économique ouverte à l'échelle internationale. La perspective de la libéralisation des échanges, la référence au temps présent plutôt qu'au passé et l'affirmation d'une comparaison nécessaire aux autres pays pour orienter l'action et la décision par les responsables de la planification contribuent à cette évolution lourde. Dans ce contexte, la comparaison aux États-Unis, constante dans les réflexions planificatrices sur la recherche, change de sens. Référence neutre au cours des années 1950, l'Amérique scientifique et technologique apparaît dans les années 1960 comme un exemple et une menace.

Comment expliquer encore aujourd'hui l'omniprésence du régime de la comparaison géographique ? Une troisième et dernière partie, intitulée « Institutionnalisation de la comparaison géographique » repose tout entière sur l'exploration des soubassements du discours contemporain sur le retard, et sur l'édification d'un "triptyque" : retard,

comparaison géographique et statistiques. S'il faut là encore revenir aux années 1950-1960, il faut toutefois quitter la planification, suivre son maillage intertextuel et aller vers l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (Chapitre VII) pour s'intéresser à son action en faveur du développement de la comparaison internationale dans le domaine de la science et de la technologie et de la statistique officielle sur la science et la technologie (Chapitre VIII).

Aussi récurrente soit-elle depuis le XVIII^e siècle, aussi contenue soit-elle dans la ganguie idéologique du progrès, la rhétorique du retard dans la politique française de la science et de la technologie ne joue pas une partition unique, et l'interrogation systématique sur l'usage de la notion de progrès, qu'a préconisée Philippe Pignarre⁵¹ dans l'optique du débat démocratique, peut s'appliquer avec la même pertinence à la notion de retard, à condition de dépasser l'alternative simpliste du pour et du contre, du vrai et du faux. Le discours sur le retard, comme la notion de progrès, intègre des représentations et des croyances multiples sur la science et sur les rapports science et société qui nécessitent que l'on s'y attarde plutôt qu'on ne les traite comme allant de soi ou, avec les mêmes limites, comme de pures inepties.

51.- Philippe Pignarre, *Comment sauver vraiment la Sécu*, Paris, La découverte, 2004, p. 21.

Julie Bouchard

Comment le retard vient aux Français

Analyse d'un discours sur la recherche,
l'innovation et la compétitivité
1940-1970

Préface de Pierre Papon,
ancien Directeur général du CNRS

Presses Universitaires du Septentrion
internet : www.septentrion.com

Table des matières

Préface	7
Remerciements	11
Table des matières	13
Table des encadrés et des tableaux.....	xvi
Table des graphiques et des figures	17
Introduction.....	19
a. La question du retard	23
b. La question du discours.....	25
c. La question du déclin.....	29
d. Structure et contenu de l'ouvrage	33

Première partie



Histoire & historicité

Chapitre I. Tardophilie et tardophobie	41
a. Récits de renforcement, récits d'atténuation	43
b. Une historiographie économique sous tension.....	47
c. La France qui tombe ou la réactualisation médiatique des controverses historiques	61
d. Synthèse	66
Chapitre II. L'invention du retard comme rhétorique de l'insuffisance et du changement	69
a. Le discours sur le retard n'existe ni de tout temps ni avec la même intensité au cours des siècles.....	72
b. XVII ^e siècle, un mot qui « n'est pas fort beau » et dont l'emploi est limité	74

c. XVIII ^e siècle, une abstraction constitutive de la philosophie du progrès.....	76
d. XIX ^e siècle, de la perfectibilité et du retard en tout et par rapport à tout	85
e. XX ^e siècle, la compétition, l'économie et le comparatisme géographique	90
f. Synthèse	93
Chapitre III. Retard et planification, un engendrement mutuel	95
a. L'avènement de la planification.....	98
b. L'ambition de la planification : reconstruire, moderniser, inciter.....	104
c. La planification de la recherche en question	110
d. Synthèse	125

Deuxième partie



Analyse du discours sur le retard dans la planification de la recherche des années 1950 et 1960

Chapitre IV. Une rhétorique de l'insuffisance et du changement parmi d'autres.....	129
a. Rareté du mot "retard" dans la planification.....	130
b. Les énoncés sur le retard sont des énoncés parmi d'autres	133
c. Une rhétorique de l'insuffisance et du changement.....	135
d. Synthèse	139
Chapitre V. Retards thématiques et régimes de normativité	141
a. Thématiques du retard	142
b. Le retard en quatre régimes de normativité.....	152
c. Synthèse.....	173
Chapitre VI. La rupture entre les années 1950 et 1960, de la modernisation à la concurrence internationale.....	177
a. Années 1950, la grandeur passée, le risque de compromettre l'avenir et la modernisation.....	178
b. Années 1960, la concurrence internationale	181
C. Synthèse.....	203

Troisième partie
♣
L'institutionnalisation
de la comparaison géographique

Chapitre VII. L'ocde, acteur de la comparaison internationale	207
a. Les missions de productivité	209
b. L'analyse "ocdéenne" des disparités scientifiques et technologiques entre l'Europe et les États-Unis	218
c. Synthèse	235
Chapitre VIII. La création des outils de comparaison	237
a. Cinq inventaires, de la Première à la Deuxième Guerre mondiale	241
b. L'inventaire des ressources scientifiques et techniques dans un contexte civil après la Seconde Guerre mondiale, une longue prévalence	253
c. Le Manuel de Frascati de l'ocde, les statistiques et la comparaison internationale	263
c. Synthèse	271
Conclusion	273

Annexes

Annexe 1. Énoncés sur le retard (corpus complet)	285
1954	285
1957	286
1962	287
1966	289
Annexe 2. Historicité du retard. Liste des dictionnaires consultés	295
Annexe 3. Les missions de productivité. Exemple de rapport	297
Bibliographie	301
1. Auteurs	301
2. Auteurs institutionnels	312
3. Sources primaires (archives publiques)	315
Index	319

Table des encadrés et des tableaux

Encadré 1. La mentalité conservatrice du <i>French businessman</i> , selon Landes (1949)	44
Encadré 2. Retard français : un « faux problème », selon Cameron (1970)	46
Encadré 3. Discontinuité rostowienne vs. continuité de la croissance économique française.....	58
Encadré 4. L'empirisme de la chute, selon Baverez (2003).....	64
Encadré 5. La chute ? Contre-évaluations	64
Encadré 6. La marche inégale du progrès, selon Turgot (1750).....	81
Encadré 7. L'« espèce d'échelle » que grimpent les nations, selon Turgot (1767)	84
Encadré 8. L'« ardente obligation » et l'« égide de la science » : le Plan, selon le Général de Gaulle (1961)	109
Encadré 9. La « politique des cerveaux » et le régime de normativité de l'interdépendance	159
Encadré 10. Pénurie et réforme de l'enseignement supérieur : critique et plaidoyer dans les années 1950	161
Encadré 11. Alerte sur le déséquilibre scientifique et technologique entre l'Europe et les États-Unis.....	190
Encadré 12. "Retard", « avance », « disparité », « gap » ou « écart » dans un premier essai de comparaison statistique internationale	268

Table des graphiques et des figures

Figure 1. Évolution de l'usage du mot "retard" sur cinq siècles (XV ^e -XX ^e siècle)	73
Figure 2. Nombre moyen de pages entre deux occurrences du mot "retard" dans les rapports des Commissions de la recherche scientifique et technique entre 1954 et 1993	131
Figure 3. En 1953 ou 1958, dans les rapports de Commission, le retard est perdu au milieu de la page	133
Figure 4. En 1953, dans les Plans, le retard est aux places d'honneur	134
Figure 5. Tableaux statistiques comparant le nombre de diplômés, le taux d'encadrement, et le taux de chercheurs, selon les pays	163
Figure 6. Explosion de l'usage géocomparatiste du retard entre 1954 et 1993	165
Figure 7. La productivité mise en scène : l'obtention d'un « Oscar de la productivité » comme argument publicitaire. Exemple de Saviem en 1960	211
Figure 8. L'Amérique et l'Europe de la recherche comparées. Extrait d'un rapport de missions d'assistance technique réalisées en 1951 et 1952 en Europe et aux États-Unis	216
Figure 9. Les instruments de la « mobilisation scientifique » (1938) : la Fiche individuelle	247
Figure 10 (a, b). La « Mobilisation scientifique » en action : « Requis par le centre » ou « MOB »	248
Figure 11 a et b. La « Mobilisation scientifique » en action : « N. M. » et « D. M. »	249
Figure 12. La « Mobilisation scientifique » en action : le spécialiste en « sociologie religieuse » est « MOB »	250
Figure 13. La « Mobilisation scientifique » passe par le recensement des laboratoires	251
Figure 14 (a, b, c). Questionnaires (1962), entre recensement et statistiques des premières enquêtes de la DGRST	258
Figure 15. Questionnaires (1962)	262

Figure 16 (a, b). Apparition d'une nouvelle figure rhétorique (1966) : les tableaux comparatifs sur les dépenses comparées de R & D	270
Figure 17. Analyse de presse : la France, le tiers-monde, le fossé, le retard	280

Comment le retard vient aux Français

Analyse d'un discours sur la recherche, l'innovation et la compétitivité 1940-1970



Julie Bouchard

Préface
Pierre Papon
Ancien Directeur général du Cnrs

Information - Communication

Septentrion
PRESSES UNIVERSITAIRES

Comment le retard vient aux Français

Analyse d'un discours sur la recherche, l'innovation et la compétitivité 1940-1970

Julie Bouchard

Préface de Pierre Papon

Acquisition et transmission des savoirs
Collection « Information - Communication »
dirigée par Sylvie Leleu-Merviel

16 x 24 cm - 262 pages
ISBN 978-2-7574-0032-6
Code 1079 - Parution 2008

23 €

(Sommaire visible sur le site)

Julie Bouchard enseigne les Sciences de l'information et de la communication à l'Iut de Montreuil-Université de Paris VIII. Chercheur associé au Laboratoire « Communication et politique » (Cnrs), elle a consacré sa thèse à l'analyse du discours sur le retard dans la politique de la science et de la technologie en France. Ses travaux portent sur la communication, l'analyse des discours et des représentations dans le champ de la science et de la technologie au cours du dernier demi-siècle.

Peut-on faire du « retard français » un objet des sciences sociales ? Oui, à la condition de s'attacher au discours sur le retard et de délaisser la posture évaluative. Julie Bouchard montre que depuis le XVIII^e siècle, le discours sur le retard a envahi l'espace public en devenant une rhétorique de l'insuffisance et du changement. Elle analyse comment ce discours a été un élément de la politique scientifique et technologique dans les années 1950-1960 et retrace son évolution et sa construction.

Commandez et recevez : Comment le retard vient aux Français

Cet ouvrage est disponible en librairie

Je commande livre(s) x 23 € =€ auxquels j'ajoute la participation aux frais d'expédition :

France et Monaco

livraison gratuite pour toute commande supérieure à 20 €

Union Européenne et Suisse

5 € pour 1 livre soit un total de 28 €
ajouter 2 € par livre supplémentaire

Hors Europe :

• USA/Canada et Dom-Tom :

9 € pour 1 livre soit un total de 32 €
ajouter 4 € par livre supplémentaire

• Autres pays

13 € pour 1 livre soit un total de 36 €
ajouter 5 € par livre supplémentaire

Total de la commande :€

Commande sur le site www.septentrion.com

Règlement sécurisé par CB sur le site :

5% de réduction et livraison gratuite

en France métropolitaine et Monaco

Nom
Prénom
Adresse
.....
Ville Code postal.....
Pays
Courriel

J'accepte de recevoir des informations de Septentrion par mail

À retourner accompagné de votre règlement aux :

Presses Universitaires du Septentrion

rue du Barreau - BP 30199 - 59654 Villeneuve d'Ascq cedex - France
téléphone : 03 20 41 66 84 - Fax : 03 20 41 66 90

Nous contacter septentrion@septentrion.com

RÈGLEMENT :

chèque à l'ordre des PU du Septentrion

virement au compte PU du Septentrion

Banque Populaire du Nord agence de Marcq-en-Barœul

IBAN : FR76 1350 7001 4500 2728 3190 054

Adresse SWIFT : CCBPFRPILL

Septentrion
PRESSES UNIVERSITAIRES